

Lundi 15 novembre 1971,
à 15 h 25

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement : rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (*suite*) [A/8399, A/8403, chap. VIII, sect. A, B, C et D; E/4954, E/5043/Rev.1] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (A/C.2/L.1154/Rev.5, A/C.2/L.1162/Rev.1, A/C.2/L.1164/Rev.1);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le projet de résolution nouvellement révisé (A/C.2/L.1154/Rev.5), qui incorpore un certain nombre d'amendements présentés auparavant.

2. M. MORENO (Cuba) demande la clôture du débat conformément à l'article 118 du règlement intérieur.

3. Après un débat de procédure auquel participent le PRÉSIDENT, M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique), M. RUTTEN (Pays-Bas) et M. MATSEBULA (Soudan), le PRÉSIDENT propose de mettre aux voix cette motion.

Par 33 voix contre 20, avec 33 abstentions, la motion de clôture du débat est rejetée.

4. M. OSMAN (Soudan) déclare que sa délégation votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5. Elle ne partage pas les doutes exprimés par les délégations néerlandaise et philippine en ce qui concerne l'amendement égyptien, mais considère au contraire que la demande contenue dans ce dernier est légitime et que la façon de procéder proposée garantirait un examen équitable des chiffres indicatifs de planification.

5. M. SKOGLUND (Suède) déclare que les pays nordiques voteront pour le projet de résolution dans son ensemble à condition que celui-ci ne soit pas interprété comme modifiant ou annulant le consensus adopté dans la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale et la décision prise par le Conseil d'administration du PNUD. On pourrait améliorer encore le projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5 en y insérant les amendements révisés présentés par le

Royaume-Uni (A/C.2/L.1162/Rev.1) et les Pays-Bas (A/C.2/L.1164/Rev.1). Les délégations nordiques voudraient faire remarquer le déséquilibre auquel peut aboutir le paragraphe 5 du dispositif : en effet, les aspects sociaux et autres du développement nécessitent eux aussi de grands projets mondiaux de recherche. En ce qui concerne le paragraphe 7 du dispositif, les délégations nordiques accueillent avec faveur l'idée d'établir des programmes spéciaux pour identifier et utiliser les ressources naturelles des pays en voie de développement les moins avancés et de les dispenser du paiement des dépenses locales tant que leur situation particulière l'exige. Toutefois, ces questions devraient d'abord être examinées au Conseil d'administration du PNUD. Par conséquent, les délégations nordiques ne peuvent appuyer le paragraphe 7 du dispositif et voteront en faveur de la proposition du Royaume-Uni visant à le supprimer. Toutefois, si les mots "d'envisager" pouvaient être insérés après les mots "Prie le PNUD", les délégations nordiques pourraient accepter le paragraphe 7 du dispositif.

6. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation, tout en ne doutant nullement du droit qu'a la Commission de soumettre à l'examen des organes subsidiaires des propositions visant à améliorer leurs travaux, s'inquiète de ce que l'Assemblée générale s'engage peut-être sur une voie regrettable en donnant aux organes techniques et délibérants des responsabilités considérables, notamment en matière de financement, des directives qui risquent de les priver du genre d'initiative qu'on attend d'eux. La délégation des Etats-Unis soutient la proposition des pays nordiques concernant le paragraphe 7 du dispositif. Il se peut fort bien que l'alinéa b de ce paragraphe aille directement à l'encontre de la décision prise par le Conseil d'administration à sa onzième session.

7. M. MUELLER (Autriche) déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution révisé. Toutefois, à son avis, il vaudrait mieux incorporer l'amendement proposé par les pays nordiques à l'alinéa a du paragraphe 7 du dispositif et supprimer l'alinéa b de ce paragraphe.

8. M. GATES (Nouvelle-Zélande) déclare qu'il partage l'appréhension du représentant de l'Australie en ce qui concerne les neuvième et dixième alinéas du préambule qui visent apparemment à mettre le développement industriel sur le même plan que le développement de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du tourisme et des industries extractives. Puisque le onzième alinéa du préambule traite comme il convient de la question, les neuvième et dixième alinéas pourraient fort bien être supprimés. En ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif, il y a lieu de faire observer qu'un certain nombre de petits pays ne sont pas

membres des commissions économiques régionales ou du BESNUB. Si la résolution est adoptée sous sa forme actuelle, les intérêts de ces pays ne seront pas sauvegardés comme il convient. En conclusion, la délégation néo-zélandaise appuie les amendements présentés par le Royaume-Uni.

9. M. NONOYAMA (Japon) dit qu'il votera pour le projet de résolution dans son ensemble, à condition que celui-ci ne soit en aucune façon interprété comme impliquant une modification des dispositions du consensus approuvé par l'Assemblée générale ou de décisions ultérieures prises sur ce sujet par le Conseil d'administration du PNUD. La délégation japonaise considère toutefois qu'on améliorerait ce projet en y insérant les amendements présentés par le Royaume-Uni et les Pays-Bas et l'amendement présenté oralement par le représentant de la Suède.

10. En outre, M. Nonoyama s'inquiète de ce que les neuvième et dixième alinéas du préambule semblent contredire par l'alinéa suivant. Quant à la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif, il estime que la décision finale sur la question du paiement des dépenses locales devrait être laissée au Directeur et au Conseil d'administration du PNUD.

11. M. CAVAGLIERI (Italie), tout en n'étant pas satisfait de certains éléments du projet de résolution, votera néanmoins pour ce projet, dans la mesure où il ne vise à modifier aucune des dispositions du consensus.

12. M. BRITO (Brésil) souligne que les neuvième et dixième alinéas du préambule sont en fait complétés par le onzième, qui attire clairement l'attention sur les dispositions pertinentes de la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale. En outre, compte tenu des suggestions et des observations présentées à la séance précédente, certains amendements ont été incorporés au projet de résolution nouvellement révisé, lequel ne contredit en aucune manière les termes du consensus.

13. En ce qui concerne l'observation selon laquelle la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif serait en contradiction avec l'alinéa *k* de la décision II figurant au paragraphe 71 du rapport du Conseil d'administration sur sa onzième session (E/4954), M. Brito précise qu'il ne s'agit pas de renoncer au principe de la participation aux dépenses locales que vise cet alinéa. Le projet de résolution dont la Commission est saisie traite seulement d'un cas particulier où le Directeur pourrait accorder une exonération. Le projet de résolution est entièrement conforme au principe que les premiers à bénéficier d'une exonération des dépenses locales devraient être les pays en voie de développement les moins avancés, qui recevraient ainsi la totalité du montant correspondant au chiffre indicatif de planification les concernant, sans qu'il soit opéré une déduction de 8 p. 100 aux fins de couvrir les dépenses locales. M. Brito souligne que le moment est opportun pour prendre cette décision, que l'Assemblée générale est habilitée à donner des avis et à prendre des décisions en la matière et que la décision qu'il convient d'adopter est celle qui est envisagée dans la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif.

14. M. CARANICAS (Grèce) appuie le projet de résolution et annonce que malgré les contradictions mineures

qu'il paraît contenir et du fait qu'il semble par endroits ne pas faire ressortir les dispositions avec une netteté suffisante, la délégation grecque votera pour ce projet pour tenir compte des vœux de ses auteurs. M. Caranicas suggère toutefois d'améliorer la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif en supprimant les mots "tant que leur situation particulière l'exige" puisque cette disposition cesserait automatiquement d'être applicable aux pays qui seraient rayés de la liste des pays les moins avancés lorsqu'on réviserait cette liste.

15. M. SAIDI (Iran) loue les auteurs de l'esprit de conciliation dont ils ont fait preuve en incorporant plusieurs amendements dans la version révisée du projet de résolution, que la délégation iranienne appuiera.

16. M. OSMAN (Soudan) déclare que le mot "dispenser" qui figure dans la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif est absolument conforme à l'esprit, sinon à la lettre, du consensus. En outre, il est évident que le premier groupe de pays remplissant les conditions nécessaires pour être totalement exonérés du paiement des dépenses locales, conformément à l'alinéa *k* de la décision adoptée par le Conseil d'administration du PNUD à sa onzième session, serait celui des pays en voie de développement les moins avancés. Par conséquent, de l'avis de M. Osman, le projet de résolution révisé est pleinement conforme au consensus et à la résolution du Conseil d'administration.

17. M. DIALLO (Haute-Volta) appelle l'attention sur le paragraphe 32 du consensus intitulé "Contribution au titre des dépenses locales" et déclare que la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution ne contredit manifestement ni ce paragraphe 32 ni la décision correspondante adoptée par le Conseil d'administration du PNUD. Puisque personne ne semble élever d'objection contre le principe de dispenser les pays en voie de développement les moins avancés du paiement des dépenses locales, il ne semble pas nécessaire de renvoyer la décision sur cette question à la prochaine réunion du Conseil d'administration. D'autre part, il ne faut pas que l'application de la partie *b* du paragraphe 7 du dispositif entraîne une réduction des chiffres indicatifs de planification concernant les pays les moins développés, et elle doit au contraire permettre d'accroître le volume des fonds mis à la disposition de ces pays.

18. En conclusion, M. Diallo demande que son pays soit ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution.

19. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son pays compte parmi ceux qui ont à l'origine demandé au PNUD d'accorder une attention spéciale aux pays en voie de développement les moins avancés, étant donné qu'il est souvent impossible à ces pays d'assumer les dépenses relatives aux projets de développement. Il rappelle toutefois que le Directeur du PNUD a fait des réserves au sujet de la suggestion que tous les pays en voie de développement les moins avancés sans distinction soient dispensés du paiement des dépenses locales. Il faudrait laisser au Directeur le soin de déterminer le bien-fondé des arguments invoqués chaque fois que l'un des pays en voie de développement les moins avancés demande en fait à être dispensé du paiement de tout ou partie de ces dépenses. Il est concevable que

certaines des pays en voie de développement les moins avancés veuillent faire des sacrifices dans d'autres domaines et régler une partie des dépenses locales comme preuve de leur bonne volonté. La Commission aurait tort de préjuger la question. Plutôt que d'adopter une règle d'application généralisée qui imposerait une contrainte aux pays en voie de développement les moins avancés du fait qu'elle les empêcherait de choisir de contribuer ou non au règlement des dépenses locales, il faudrait que la question fasse l'objet de négociations entre les gouvernements intéressés et le PNUD.

20. En réponse à une question de M. CARANICAS (Grèce), M. AHMED (Secrétaire de la Commission) dit aux membres où en sont les amendements figurant dans les documents A/C.2/L.1162/Rev.1 et L.1164/Rev.1. En ce qui concerne les amendements du Royaume-Uni (A/C.2/L.1162/Rev.1), le premier demeure soumis à la Commission; d'autre part, puisque le texte du deuxième est déjà incorporé au préambule du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5, il aurait maintenant pour seul effet pratique d'entraîner la suppression des neuvième et dixième alinéas du préambule; les troisième et quatrième amendements du Royaume-Uni se rapportent maintenant aux paragraphes 5 et 7 du dispositif respectivement; quant au cinquième amendement, il vise, selon l'explication qui a été fournie oralement, à remplacer les mots "le Programme", à la deuxième ligne du paragraphe 10 du projet de résolution, par "les programmes par pays". En ce qui concerne les amendements présentés par les Pays-Bas (A/C.2/L.1164/Rev.1), le premier se rapporte maintenant au paragraphe 3 du dispositif et le deuxième a été retiré.

21. Le PRÉSIDENT suggère à la Commission de voter d'abord sur les amendements du Royaume-Uni (A/C.2/L.1162/Rev.1) et ensuite sur l'amendement néerlandais (A/C.2/L.1164/Rev.1).

Par 49 voix contre 29, avec 20 abstentions, le premier amendement du Royaume-Uni est rejeté.

Par 56 voix contre 23, avec 19 abstentions, le deuxième amendement du Royaume-Uni est rejeté.

Par 58 voix contre 22, avec 15 abstentions, le troisième amendement du Royaume-Uni est rejeté.

Par 67 voix contre 14, avec 18 abstentions, le quatrième amendement du Royaume-Uni est rejeté.

Par 49 voix contre 16, avec 29 abstentions, le cinquième amendement du Royaume-Uni est rejeté.

Par 40 voix contre 20, avec 36 abstentions, l'amendement néerlandais est rejeté.

22. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) demande que le paragraphe 7 du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5 fasse l'objet d'un vote séparé auquel il serait procédé par appel nominal.

23. M. DIALLO (Haute-Volta) estime qu'un vote séparé sur ce paragraphe est inutile vu que le quatrième amendement du Royaume-Uni a été rejeté.

24. Après un débat de procédure auquel prennent part M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique), M. DIALLO (Haute-Volta), M. CARANICAS (Grèce) et M. VERCELES (Philippines), le PRÉSIDENT suggère à la Commission de se prononcer d'abord sur le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5 par un vote par appel nominal et de voter ensuite sur l'ensemble du projet de résolution.

L'appel commence par la Yougoslavie dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Barheïn, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Paraguay, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Soudan, Souaziland, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela.

Votent contre : Australie, Autriche, Birmanie, Canada, France, Grèce, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Belgique, Danemark, Finlande, Islande, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pakistan, Portugal, Singapour, Espagne, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago.

Par 72 voix contre, avec 20 abstentions, le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5 est adopté.

Par 88 voix contre 2, avec 10 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.5 est adopté.

25. M. RUTTEN (Pays-Bas) déclare avoir voté pour le projet de résolution dans son ensemble. Rien dans ce texte ne pourra être interprété comme modifiant dans sa lettre et son esprit le consensus que le Conseil d'administration a adopté. La tournure que prendront les débats au Conseil d'administration et la situation particulière détermineront la position de la délégation néerlandaise à l'égard des dispositions de la résolution qui tendent à donner des orientations au Conseil. Enfin, M. Rutten interprète les mots "membres des commissions économiques régionales et du BESNUB", qui figurent au paragraphe 4, comme ne modifiant en aucune façon les arrangements en vigueur en ce qui concerne les activités du PNUD.

26. M. PRAGUE (France) pense que, si la résolution est considérée comme étant conforme au consensus, elle est superflue et que, si elle n'est pas interprétée ainsi, elle est alors dangereuse; néanmoins, sa délégation a accordé aux auteurs le bénéfice du doute et s'est abstenue.

27. M. GATES (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation s'est abstenue car les auteurs avaient donné l'assurance que la résolution ne visait pas à modifier le consensus. La résolution ne doit pas être interprétée comme le modifiant en rien ou comme affectant en rien les activités du PNUD dans les territoires non autonomes.

28. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) indique que sa délégation aurait voté pour le projet de résolution s'il avait comporté un paragraphe où il aurait été dit expressément que ses dispositions ne s'écartaient pas de celles du consensus; étant donné que les auteurs ont assuré la Commission que le projet ne s'écartait pas du consensus, M. Zagorin s'est abstenu.

29. M. HEMANS (Royaume-Uni) déclare avoir voté contre le projet de résolution parce qu'il considère que ses dispositions ne sont pas admissibles. Sa délégation n'interprète pas le paragraphe 4 du dispositif comme devant entraîner une quelconque modification des dispositions en vigueur en ce qui concerne l'assistance du PNUD.

30. M. VERCELES (Philippines) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'elle croit comprendre qu'il ne s'écarte pas du consensus. Il ajoute que sa délégation attache une importance particulière au paragraphe 21 de ce dernier document.

31. M. MASSONET (Belgique) indique que sa délégation partage les opinions émises par les représentants de la France et du Royaume-Uni.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite*) [A/8403, A/C.2/264, A/C.2/L.1165, A/C.2/L.1180]

32. M. AKRAM (Pakistan), parlant au nom des coauteurs auxquels il convient d'ajouter la délégation du Pérou, présente le projet de résolution sur l'accroissement des charges imposées par le service de la dette (A/C.2/L.1165).

33. Au cours des années 60, la dette publique extérieure de 80 pays en voie de développement s'est accrue à un rythme annuel de 14 p. 100. Les paiements au titre du service de cette dette se sont accrus à un rythme annuel de 9 p. 100, cependant que les exportations des pays en voie de développement augmentaient à un taux annuel moyen de 6,6 p. 100 et leurs recettes au taux de 5 p. 100 seulement. Bien que les dons et les prêts officiels soient passés de 8 milliards 800 millions de dollars en 1965 à 10 milliards 200 millions de dollars en 1969, les transferts nets ont diminué de 5 milliards 400 millions de dollars à 5 milliards 200 millions de dollars. L'accroissement des paiements au titre du service de la dette, qui sont passés de 39 p. 100 des entrées de ressources en 1965 à 49 p. 100 des entrées en 1969, a été suffisamment important pour contrebalancer l'accroissement des courants bruts d'assis-

tance. Ce qui suscite le plus d'inquiétude, c'est que certains parmi les pays les plus pauvres ont enregistré la diminution la plus importante des entrées nettes de ressources.

34. Le rapport de 1971 de la BIRD (E/5074) indique que huit pays en voie de développement ont entrepris de négocier le réaménagement de leur dette multilatérale et que 12 autres ont négocié un réaménagement de leur dette sur une base bilatérale. Les problèmes du service de la dette de certains autres pays ont été résolus sans donner lieu à des négociations, mais les objectifs économiques de ces pays en ont certainement quelque peu souffert.

35. La situation d'ensemble semblait favoriser au début des années 60 un service satisfaisant de la dette extérieure, ce qui pouvait s'expliquer en partie par le réaménagement de la dette passée et par un allongement des délais de remboursement et des délais de grâce. L'évolution récente donne à penser cependant que les remboursements au titre du service de la dette s'accroîtront plus rapidement à l'avenir, étant donné que les délais de grâce prolongés ont expiré et que les conditions de certaines catégories d'assistance pour le développement, aussi bien bilatérale que multilatérale, sont devenues nettement moins favorables. L'accroissement du coût des produits importés par les pays en voie de développement ajoute à ces difficultés. Il en résulte que le financement d'un volume donné d'importation exige un endettement supérieur et que les taux d'intérêt plus élevés viennent renforcer la tendance à la hausse des remboursements au titre du service de la dette. Dans ces conditions, l'accroissement de 18 p. 100 des remboursements au titre du service de la dette pour 80 pays en voie de développement en 1970 ne saurait être considéré comme exceptionnel. Les projections confirment que l'on doit s'attendre que les remboursements au titre du service de la dette s'accroissent plus rapidement au cours des années 70 qu'au cours des années 60.

36. Bien que dans certains cas les pays emprunteurs éprouvent des difficultés à assurer le service de la dette pour n'avoir pas défini et appliqué les politiques voulues, on ne doit pas conclure de ce fait que les difficultés soient dues principalement à la mauvaise gestion et à la négligence. Par exemple, de nombreux projets contribuent pour une part importante au développement économique mais n'engendrent pas directement les recettes en devises étrangères si essentielles pour assurer le service des dettes contractées. Les disponibilités en devises étrangères dépendent des recettes futures au titre des exportations ainsi que du volume et des conditions des courants futurs d'assistance. D'autre part, les disponibilités en devises sont indispensables pour maintenir la capacité d'importation d'un pays, qui repose sur ses recettes à l'exportation, auxquelles on doit ajouter les entrées de capital nouveau et retrancher les remboursements au titre du service de la dette. C'est précisément la relation qui existe entre l'échelonnement du service de la dette, la capacité d'importation et le programme de développement du pays considéré qui devrait constituer le noyau d'une étude consacrée aux problèmes de la dette.

37. Jusqu'ici on ne s'est occupé des difficultés liées au service de la dette que dans des situations de crise ou de crise imminente, lorsqu'on n'était pas sûr que le pays

* Reprise des débats de la 1404ème séance.

considéré soit en mesure de faire face à ses obligations; or, il faudrait s'intéresser à ces difficultés également lorsque les paiements au titre du service de la dette diminuent les ressources extérieures dont un pays dispose à tel point que sa capacité d'atteindre ses objectifs économiques et sociaux même les plus limités est mise en péril. Le meilleur indice qui permette de mesurer l'ampleur des difficultés d'endettement d'un pays consiste dans le rapport entre ses paiements au titre du service de la dette et ses recettes à l'exportation, rapport qui établit un lien direct entre le montant des paiements au titre du service de la dette et la principale source de devises étrangères disponibles pour effectuer ces paiements. Ce n'est qu'après un examen détaillé de la situation du pays considéré que l'on peut définir à partir de quelle valeur de cet indice les programmes de développement de ce pays sont en danger. Par exemple, les comparaisons entre pays paraissent présenter un intérêt limité bien que l'on considère souvent comme un seuil un rapport compris entre 15 et 20 p. 100. Il convient de noter que pour de nombreux pays en voie de développement le rapport entre les paiements au titre du service de la dette et les recettes à l'exportation s'est élevé au cours des quelques dernières années, et les projections indiquent qu'il continuera de s'élever si les pays qui fournissent l'aide ne modifient pas leur politique.

38. Beaucoup ont eu du mal, devant les difficultés auxquelles donnait lieu le service de la dette, à reconnaître l'existence d'une relation entre les problèmes de la dette et les objectifs de développement. Les réaménagements de la dette se sont généralement accompagnés de taux élevés d'intérêts moratoires; les pays dispensateurs d'aide se sont clairement refusés à accorder des conditions de faveur et n'ont pas voulu accepter de réaménagements de la dette d'une ampleur et d'une durée suffisantes pour offrir une solution durable.

39. Les politiques suivies jusqu'ici en ce qui concerne la dette des pays en voie de développement ont fait disparaître les symptômes extérieurs de l'ampleur et de l'étendue des difficultés de remboursement par l'application d'un traitement de valeur douteuse qui a consisté à freiner la croissance. Pour véritablement favoriser la réalisation des objectifs du développement fixés par la communauté internationale, il faut reformuler ces politiques dans le contexte général des programmes de développement des pays débiteurs. Les pays dispensateurs d'aide doivent harmoniser les politiques qu'ils adoptent en ce qui concerne leurs nouveaux efforts d'assistance et en ce qui concerne les problèmes d'endettement des pays bénéficiaires. Pour appuyer réellement les efforts de développement d'un pays donné, les pays qui accordent l'aide doivent effectuer un transfert net de ressources suffisant pour permettre la réalisation d'un programme de développement raisonnable tout en faisant en sorte que le niveau actuel et futur du service de la dette ne vienne pas réduire à néant cet effort.

40. Le projet de résolution A/C.2/L.1165 vise à favoriser ce genre de solution globale au problème du service de la dette et préconise des politiques et des remèdes nouveaux en vue d'améliorer qualitativement et quantitativement les prêts nouveaux. Etant donné que le montant maximal des versements nets nouveaux au titre de l'assistance fait l'objet de décisions politiques, il se peut que dans les cas où le

volume de la dette est très important, le volume des prêts nouveaux à consentir aux conditions de faveur nécessaires atteigne un montant tellement élevé qu'il paraîtra politiquement inacceptable. Dans ces cas-là, le réaménagement de la dette à des conditions de faveur doit être considéré comme un instrument politique dont l'utilisation est justifiée.

41. On constate déjà une certaine évolution des politiques des pays qui accordent l'aide et des organismes de crédit, comme le montre le compte rendu, dans une étude de la CNUCED, des accords de réaménagement de la dette conclus dans le cas de l'Inde et de l'Indonésie. L'accord conclu en ce qui concerne l'Indonésie devrait servir de modèle pour d'autres cas.

42. La réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept a recommandé l'adoption d'un certain nombre de politiques dont on devrait tenir pleinement compte dans l'application des paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution. Le Conseil du commerce et du développement devrait examiner s'il n'est pas possible de créer des mécanismes institutionnels spécialisés pour apporter des solutions pratiques aux problèmes du service de la dette des pays en voie de développement. Enfin, le paragraphe 5 du dispositif a été formulé de manière à laisser une latitude suffisante aux organisations et institutions internationales intéressées pour les rapports à présenter à l'Assemblée générale.

43. Le PRÉSIDENT invite la Commission à examiner le projet de résolution recommandé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1622 (LI), texte qui concerne l'organisation des travaux du Conseil et qui est reproduit au paragraphe 3 du document A/C.2/264.

44. M. RUTTEN (Pays-Bas) déclare qu'il aimerait qu'on attende pour examiner le projet de résolution de voir quels amendements auront pu être suggérés lors des consultations qui sont en cours au sujet de ce texte.

45. M. DIALLO (Haute-Volta) se déclare disposé à faire connaître sa position à l'égard du projet de résolution, mais il estime également qu'il serait judicieux d'attendre le résultat de ces consultations.

46. M. VERCELES (Philippines) déclare que la Commission est saisie d'un projet de résolution qui n'a pas été examiné suffisamment au Conseil économique et social et qui a été adopté par seulement 8 voix contre 4 avec 15 abstentions.

47. Le projet de résolution présente plusieurs insuffisances. Le paragraphe 1 du dispositif prévoit que toutes les nouvelles questions économiques, sociales, scientifiques ou techniques inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale seraient d'abord examinées par le Conseil économique et social. Une telle disposition lierait les mains de l'Assemblée générale et l'empêcherait de prendre en temps voulu des mesures sur des questions urgentes à moins que celles-ci n'aient été d'abord examinées par le Conseil économique et social puis communiquées par celui-ci à l'Assemblée générale. L'adoption de cette disposition alourdirait encore le fardeau du Conseil et ferait obstacle aux

travaux des Nations Unies. Ses conséquences pour l'autorité et la juridiction de l'Assemblée générale, qui est le seul organe des Nations Unies où soient représentés tous les Etats Membres, seraient encore plus graves. En outre, la proposition du projet de résolution qui prévoit de donner au Conseil économique et social la juridiction exclusive sur les questions économiques, sociales et techniques risquerait même d'entraîner une révision de la Charte. Aussi la délégation philippine votera-t-elle contre les paragraphes 1 et 2 du dispositif.

48. Le paragraphe 5 du dispositif considère comme un fait acquis, sans fournir aucune preuve à l'appui, les "insuffisances actuelles" dans le domaine des programmes de coordination du développement économique et social, ainsi que les activités parallèles, les doubles emplois, la prolifération des effectifs et les dépassements de crédits qu'il s'agirait d'éliminer. On y passe complètement sous silence les conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination, qui, à sa huitième session, a examiné les programmes de travail dans le domaine des statistiques, de l'administration publique, des ressources naturelles et du développement social. Or, le CPC n'a pas constaté qu'il existait d'activités parallèles, de doubles emplois, de prolifération des effectifs ou de dépassements de crédits, mais s'est contenté de noter que, s'agissant d'un ensemble d'institutions aussi vaste que l'ONU et les organisations qui lui sont associées, le chevauchement des programmes était un risque à envisager.

49. En fait, le Conseil économique et social a adopté une résolution qui prévoit que les projets de programmes de travail seront diffusés parmi les organes de l'ONU afin d'éviter au départ les activités parallèles et les doubles

emplois. A sa huitième session, le CPC s'est félicité de la nouvelle procédure mise au point pour élaborer les programmes de travail et a demandé qu'elle soit appliquée plus efficacement. Dans le paragraphe 5 du dispositif, il n'est absolument pas tenu compte des décisions adoptées par le Conseil économique et social pour améliorer les programmes économiques et sociaux. Dans la résolution 1621 C (LI) figurent des dispositions prévoyant un examen du mécanisme de coordination du Conseil et la transformation de son comité de coordination en comité intersessions, réforme qui lui permettrait de s'acquitter de la tâche jusqu'ici confiée au Comité du programme et de la coordination. En outre, le Conseil économique et social a adopté une résolution, la résolution 1623 (LI), dans laquelle il a décidé qu'au cours de son examen de la situation économique et sociale générale il formulerait de nouvelles recommandations touchant la politique pour faire face aux exigences du développement, localiser les principaux retards et difficultés dans le domaine du développement et recommander les moyens propres à les supprimer. Il semble bien par conséquent que le Conseil a déjà pris des mesures positives pour faire exactement ce qu'il lui est demandé de faire au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, et c'est pourquoi la délégation philippine se prononcera pour la suppression de ce paragraphe.

Organisation des travaux de la Commission

50. Le PRÉSIDENT expose les grandes lignes du programme de travail de la Commission pour le reste de la semaine.

La séance est levée à 18 h 25.